

Objekttyp: **TableOfContent**

Zeitschrift: **Les intérêts du Jura : bulletin de l'Association pour la défense des intérêts du Jura**

Band (Jahr): **43 (1972)**

Heft 10

PDF erstellt am: **09.08.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

P74

LES INTÉRÊTS DU JURA

BULLETIN DE L'ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS DU JURA
CHAMBRE D'ÉCONOMIE ET D'UTILITÉ PUBLIQUE DU JURA BERNOIS

XLIII^e ANNÉE

Paraît une fois par mois

No 10 Octobre 1972

SOMMAIRE

En marge d'un centenaire : l'ouverture du trafic ferroviaire franco-suisse dans le Jura
La révision totale de la loi cantonale sur les forêts — Communications officielles
Chronique économique

Les accords de commerce Suisse-CEE

Le 3 décembre prochain, le peuple suisse devra se prononcer sur le projet des accords entre la Confédération suisse et les Communautés européennes. Ces accords (36 articles, 3 annexes et 5 protocoles) créent une vaste zone de libre-échange pour les produits industriels entre les neuf pays du Marché commun élargi et la Suisse. Le calendrier de cette vaste démobilitation douanière porte sur cinq tranches de 20 % du 1^{er} avril 1973 au 1^{er} juillet 1977, date à laquelle le libre-échange touchera 90 % de nos exportations à destination de la CEE et 90 % de nos importations en provenance de ce même Marché commun.

Les solutions apportées aux problèmes techniques et économiques sont le fruit d'une laborieuse et bénéfique négociation. Nous pensons aux calendriers plus souples adoptés pour les produits sensibles, dont la démobilitation douanière risque de poser des problèmes à certains secteurs industriels. Il s'agit également de la définition de l'origine des produits admis dans le libre-échange, des règles de concurrence et des quelques concessions en matière agricole, etc... Ces solutions sont parfois très juridiques et très techniques, mais elles ne doivent pas faire perdre de vue l'objectif principal des accords.

Le libre-échange proposé entre la CEE et notre pays correspond exactement à l'objectif que se sont toujours fixé nos autorités d'une part et les principaux milieux économiques suisses d'autre part. Une telle solution était même inespérée il y a encore quelques années. Non seulement le caractère évolutif de l'accord permettra, dans le cadre du Comité mixte mis sur pied, une étude pour une coopération plus étendue avec la CEE, mais encore notre principe de neutralité n'est-il pas touché, pas plus d'ailleurs que notre liberté de commerce avec des pays tiers, que notre politique agricole et notre politique en matière de stabilisation de la main-d'œuvre étrangère. L'accord, enfin, n'entraîne aucune modification de nos structures démocratiques et ne transfère aucune compétence nationale à un organisme supranational.

La plupart des milieux économiques, qu'ils soient horlogers, industriels ou agricoles, ont déjà manifesté leur approbation à ces accords qui élargiront encore la zone de libre-échange qui nous fut si bénéfique dans le cadre de l'AELE.

ADIJ